

---

« *Le principe de l'Etat est-il menacé par la mondialisation ?* »

Lamia BENSMAIN née HAMMADI

Lam\_hammadi@yahoo.fr

Université de Tlemcen.

**Résumé :**

*La mondialisation fait l'objet de controverse, les avis divergent à son sujet. Certains auteurs (Minc, 1997 ; Norberg, 2003 ; Wolf, 2004 ; Bhagwati, 2004) placent le processus de mondialisation dans une optique positive, l'associant au progrès, à la prospérité, à la paix et à la démocratie. D'autres, (Forrester, 1996 ; Stiglitz, 2002 ; Laidi, 2004), l'associent plutôt à la pauvreté, aux désastres écologiques et aux creusements des inégalités.*

*Le but de cet article est de mettre en évidence une autre divergence au sujet de la mondialisation ; à savoir la mondialisation est-elle comme le proclament certains, la panacée des Etats ou représente-t-elle au contraire, comme le dénoncent d'autres, une menace de l'Etat-nation ?*

**Summary:**

*Globalization is the subject of controversy. Some authors (Minc, 1997; Norberg, 2003 ; Wolf, 2004; Bhagwati, 2004), place the process of globalization in a positive light, associating it to progress, prosperity, peace and democracy. Others (Forrester, 1996; Stiglitz, 2002; Laidi, 2004), associate it to poverty, ecological disaster and inequalities. The purpose of this paper is to highlight another divergence on globalization; whether globalization is, as proclaiming some panacea of States or represents on the contrary as denounced by others, a threat to the nation State?*

**Introduction**

La mondialisation est un phénomène économique complexe et multidimensionnel qui englobe trois dimensions principales, revêtant ainsi trois configurations : <sup>xvi</sup>

- La configuration **internationale**, basée sur la dimension des échanges des biens et des services, et représentée par les flux d'exportations et d'importations entre les pays.
- La configuration **multinationale**, basée sur la dimension de la délocalisation des capacités industrielles et les investissements directs à l'étranger par les firmes multinationales (FMN).

- 
- La configuration **globale**, basée sur la dimension financière et la circulation des capitaux.

Selon bon nombre d'auteurs, cette multi dimensionnalité associée à l'interdépendance de ses composantes fait éclater le cadre de l'Etat-nation.

Cette communication tente de répondre aux questionnements suivants :

- La dynamique de la mondialisation met-elle en crise l'Etat-nation ?

Pour tenter de répondre à cette problématique, étudions la place occupée par l'Etat dans les différentes configurations de la mondialisation.

### **1) Place occupée par l'Etat dans les différentes configurations de la mondialisation :<sup>xvi</sup>**

**Dans la configuration internationale**, la place réservée à l'Etat-nation, à la fois comme acteur de la politique commerciale et comme territoire pertinent, est toujours préservée. Les méthodes de production, les politiques fiscales restent spécifiques à chaque Etat.

Le règne de la configuration internationale va s'achever au milieu des années 1960, avec l'émergence de la configuration multinationale. Cela ne signifie pas qu'au-delà de cette date les échanges internationaux ont disparus ; simplement, ils ont perdu leur primauté au profit de la délocalisation industrielle portée par les investissements directs des FMN.

**Dans la configuration multinationale**, les firmes multinationales deviennent les acteurs principaux de la mondialisation. Les Etats-nations subsistent, mais ils ont perdu leur position prépondérante. La pertinence de la dimension nationale du territoire est remise en cause, en effet, les disparités économiques, sociales, juridiques et culturelles des territoires nationaux sont niées par les structures organisationnelles internes aux firmes qui traversent les espaces nationaux.

**Dans la configuration globale**, les institutions financières privées – fonds de pension, fonds d'investissements, compagnies d'assurance – sont devenues les principaux acteurs. Il en résulte que la dimension financière déborde sur les autres dimensions réelles de l'économie c.à.d. la production et l'échange. Les progrès dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont décuplé la vitesse des mouvements de capitaux par rapport à celle des mouvements de biens et des investissements industriels. L'existence de frontières nationales ne les freine pas dans leur course. L'espace pertinent de la configuration globale est défini par les réseaux reliant les différentes places financières off shore. Par définition, celle-ci

---

bénéficient d'un statut d'externalité et les opérateurs n'ont pas à se soucier outre mesure des réglementations et des contrôles du secteur financier émanant des Etats d'accueil, des banques centrales et des organisations internationales.

Ainsi la globalisation qui est un facteur dominant du début du XXI<sup>e</sup> siècle, semble achever la déconstruction du concept de l'Etat-nation qui avait été ébauchée par la configuration multinationale. Elle réduit à leur plus simple expression les deux volets de sa cohérence : l'autorité de l'Etat et la consistance du territoire national sur lequel elle est supposée s'exercer.

D'autres vecteurs du processus de mondialisation favorisent l'érosion de l'Etat notamment, le retour en force du libéralisme

## **2) Le retour en force du libéralisme :**

Selon Keynes, l'Etat doit assumer les intérêts généraux et veiller au développement national, mais l'importance accordée à l'action de l'Etat par Keynes est vite balayée par des slogans plus libéraux comme « Etat moderne, Etat modeste » (Crozier 1979).

La mondialisation a accentué la crise de l'Etat Keynésien et a encouragé l'émergence de l'Etat néolibéral sous l'effet combiné des critiques formulées à l'encontre des gestions étatiques d'une part et le retour du libéralisme pur et dur, d'autre part.<sup>xvi</sup>

### **a- Critiques formulées à l'encontre de l'Etat :**

La principale raison invoquée est que la centralisation du pouvoir politique nuit à l'économie de marché et par voie de conséquence au développement de l'économie nationale. Pour Friedman, la plupart des politiques ont des effets contraires à ceux recherchés.

Selon les thèses néolibérales qui rejettent le keynésianisme, le ralentissement de la croissance économique et l'augmentation du chômage seraient dus à l'intervention de l'Etat, arguant que les équilibres économiques fondamentaux sont sérieusement menacés par les mesures économiques, politiques ou réglementaires édictées par les différents gouvernements. En effet, les programmes de protection soutenus par l'Etat, tels que le soutien à l'emploi, la santé, le logement, l'éducation ou à la retraite, l'intervention directe de l'Etat dans la politique de restructuration industrielle, la redistribution des revenus par la fiscalité, la mise en place d'un salaire minimum, l'aide à l'agriculture ou le contrôle des prix, vont à l'encontre de l'esprit entrepreneurial, n'encourageant nullement les initiatives individuelles, la compétition et l'effort.

---

#### **b- Les vertus incontestables et irréversibles du marché :**

Selon les libéraux, les politiques keynésiennes prônant l'intervention de l'Etat seraient inefficaces, par contre le marché, serait la panacée à tous les problèmes sociopolitiques, assurant à la fois la justice, la liberté et l'efficacité. L'intervention de l'Etat devrait être minimale, au marché seul d'assurer un équilibre stable et optimal par le biais de deux éléments clés : la concurrence et la rationalité des agents économiques.

Pour la pensée libérale, la gestion publique de l'économie est dangereuse, le gouvernement est un simple arbitre du respect des règles commerciales. La nouvelle orthodoxie suggère que l'économie internationale impose les mêmes demandes à tous les gouvernements, à savoir la maximisation des exportations, la réduction des dépenses sociales, la suppression de la régulation étatique, l'accroissement du pouvoir du capital pour réorganiser les économies nationales comme parties d'un ensemble de groupes d'échange transnationaux.

Si l'Etat se doit d'intervenir, c'est d'abord pour assurer le bon fonctionnement du système d'économie du marché (Etat gendarme), pour assurer le respect de la concurrence, pour remédier aux déficiences du marché, et éventuellement pour définir les contraintes minimales de solidarité nationale. La mondialisation réduit le rôle de l'Etat, notamment dans ses rapports avec les entreprises privées et la finance internationale.

L'érosion de l'Etat s'accroît par le phénomène d'intégration régionale et de son impact sur les marges d'action des gouvernements nationaux. Par exemple, dans l'Union Européenne, les Etats ne sont plus les uniques centres de pouvoirs dans leurs propres frontières : le droit communautaire prime sur le droit national, l'Euro a mis fin aux émissions de monnaies nationales, les accords de Schengen relâchent le contrôle douanier aux frontières.

#### **Conclusion**

En conclusion, si pour les libéraux, l'activité économique obéit aux lois du marché, et toute action de l'Etat va à l'encontre des intérêts de la collectivité, la réalité nous pousse à nous interroger au vu des événements récents, sur l'intervention de l'Etat chaque fois qu'il y a une crise économique ou financière.

Aujourd'hui, l'Etat doit conduire une politique d'attractivité qui suppose la mise en place de structures modernes de formation et de qualification de la main d'œuvre,

---

d'infrastructures adaptées (notamment dans le domaine des transports et des communications) et d'aide à l'investissement par la fiscalité.

Comme le souligne Fontanel, c'est le grand problème de ce début du XXI siècle qui a perdu ses valeurs humanistes et qui accepte un Etat dont la principale action économique est d'être à l'écoute des managers qui défendent les intérêts du libéralisme. Les Etats ont toujours eu une responsabilité particulière dans le développement de l'économie nationale. L'Etat-providence, fondé sur l'assurance et l'assistance, est aujourd'hui brocardé. Pour Tony Blair, ancien premier ministre travailliste du Royaume-Uni, l'Etat n'est pas le substitut naturel du marché, car le keynésianisme est mort. De ce fait les valeurs citoyennes sont remises en cause par des valeurs purement marchandes qui fondent le processus de mondialisation.

**Bibliographie :**

- B. Blancheton « Histoire de la mondialisation », De Boeck, 2008.
- A. Dumas, « L'économie mondiale », De Boeck, 2003.
- J. Fontanel, Géoéconomie de la mondialisation, OPU 2005.
- A. Léon, T. Sauvin, « De l'économie internationale à l'économie globale », Ellipses, 2005.
- C.A. Michalet « Qu'est-ce que la mondialisation ? » Edition La découverte Paris 2002.